

Haïti : deux conceptions du salaires

Batay Ouvriye

3 décembre 2013

Avec un grand étonnement des débuts mais finalement sans surprise, nous avons appris que la commission tripartite du Conseil Supérieur du Salaire vient de déclarer que l'ajustement du salaire minimum au niveau de la sous-traitance ne serait que d'environ 10 % : le nouveau chiffre avancé ne serait que de 225 gourdes !

225 gourdes ! Après que les ouvriers aient hurlé leur ras-le-bol durant toutes les quatre dernières années et, plus récemment, aux différentes manifestations de Ouanaminthe, Caracol, Port-au-Prince... Ras-le-bol plus que justifié, tant la vie leur est devenue impossible, véritablement infernale.

Rappelons qu'aux discussions de 2009, le représentant du patronat avait avancé le même pourcentage : 5 à 10 % (ce qui, à cette époque représentait 3.50 à 7.00 gourdes, des 70 gourdes d'alors), sinon, disait-il, la sous-traitance « ...entrerait en faillite ». Nous avons crié au scandale, à la supercherie parfaite. Cependant, nous connaissons la suite : M. Préval s'opposa farouchement aux misérables 200 gourdes proposées par la « Loi Benoît » mais, malgré tout, les 125 gourdes ne représentaient pas les offensants 10 % (...sinon faillite !) déclarés par la bourgeoisie.

À chaque ajustement, il en est donc toujours de même. Et pourtant les usines n'ont jamais fermé. Au contraire ! Cette manne ne saurait être rejetée si facilement. Il s'agit donc à chaque fois d'un mensonge programmé. Notons, à nouveau, qu'à Marnier-Lapostolle, entreprise de liqueur recueillant ses oranges amères sur des terrains aux environs du Cap-Haïtien et où nous avons un syndicat, le salaire journalier des ouvriers agricoles est de 480 gourdes depuis fin 2012. Car il s'agit en effet de discussions d'ajustement qui ont lieu chaque année, selon le coût de la vie et des nécessités minima des travailleurs. Avant la fin de l'année 2013, les négociations auront encore lieu et sont en passe d'atteindre les 500 gourdes ! Précisons que cette firme n'a pas laissé le pays pour autant ; et que, pour que ce rapport d'ajustement plus permanent soit rendu possible, les intermédiaires haïtiens avaient dû être écartés des négociations. C'est tout dire ! En effet, à l'occasion, l'entreprise française dû envoyer des interlocuteurs venant directement de chez eux.

Dans ces réflexions d'introduction rappelons enfin qu'en 2009, pour vérifier cette fameuse sempiternelle allégation de « faillite imminente », de « dérapage prévisible », où « l'économie du pays va sombrer dans les jours qui suivront » etc... la commission des députés chargée de donner son point de vue sur la question avait rendu visite aux gérants des usines de sous-traitance leur demandant leurs cahiers de compte afin d'analyser cette « situation » dite « de faillite » en cas d'ajustement de plus de 10 % et, nous le savons tous car écrit noir sur blanc au rapport de la commission : les chiffres présentés par ces « honorables » citoyens « ...ne correspondaient pas avec ceux vérifiés à l'avance à la DGI » !!!

Ils y avait donc, quelque part, un FAUX ! Des messieurs alors qui, en tout état de cause, en tout « État de droit », même minimum, auraient dû aujourd'hui être tous SOUS LES VERROUS ! Et nous nous rendons compte à quel point nous assistons à une farce malhonnête et vile de la part de ces « honorables ». Par ailleurs, nul responsable de l'État n'a levé le petit doigt pour faire appliquer la loi.

Nous avons en maintes et maintes fois fait remarquer publiquement que les gérants de la sous-traitance ne respectent pas la loi, couverts qu'ils sont toujours – et ceci dans tous les gouvernements de service – par l'administration qui devrait les sanctionner. Récemment, ils viennent de passer plus d'un an (octobre 2012 à 2013, jusqu'à aujourd'hui) à ne pas respecter les 300 gourdes prescrits. Bien entendu, le ministre des affaires sociales, se rétractant promptement, s'est vite employé à protéger ses employeurs... La Workers Rights Consortium, ainsi que Better Work Haïti, par contre et dans des rapports fort bien élaborés à partir d'enquêtes très sérieusement menées, les ont traité de « voleurs ». De VOLEURS ! Récemment encore, la Gildan, marque canadienne, et Fruit of the Loom, américaine (voir notre envoi du 11 novembre 2013 : Public statements from Gildan and Fruit of the Loom), ont fait savoir qu'elles exigeaient que soient respectées les 300 gourdes que la loi exige. Voilà donc que, devant les ouvriers, les marques impérialistes elles-mêmes font la leçon à nos bourgeois « haïtiens » ! Tout comme les propriétaires de Marnier-Lapostolle. S'agirait-il d'une tare ?

Nous avons, tout aussi publiquement, fait savoir que le milieu de la sous-traitance n'existe que d'exactions perpétuelles, vols et impunité. L'épisode de la non correspondance entre les chiffres de la DGI et ceux présentés à la commission parlementaire couronne bien les choses. Impunité dès lors qui de la sphère strictement économique à l'intérieur des usines se transpose aussi à celle globale, citoyenne : ces messieurs, dans la société, seraient donc ouvertement des « privilégiés ». C'est tout à fait logique que ce soient ces mêmes – délinquants toujours libelbè – qui font paraître un article sur Le Nouvelliste du 28 novembre 2013 « Le cri de l'Adih » proposant, à nouveau, avec les mêmes arguments (et à nouveau de faux chiffres ?) qu'il leur soient laissées des années de « lancement » vers un « paradis » de 200,000 emplois « ...dans les 6 à 8 prochaines années », sachant bien cependant que « les secteurs de l'habillement et de l'assemblage ne constituent pas une fin en eux-mêmes... ».

Cette rengaine dure depuis déjà plus d'un demi-siècle mes amis, plus d'un demi-siècle ! Tout d'abord ces promesses d'emplois n'ont, récemment surtout, jamais tenu. Ensuite, il faut se rappeler que la sous-traitance date des années '60, et n'a jamais apporté de manière positive aucun supposé « ...impact sur l'économie », allez voir représenter un quelconque « stimulant ». Au contraire ! C'est depuis cette funeste décision de François Duvalier élevant le bras de M. Rockefeller au balcon du palais national lui remettant ainsi les clés de la sous-traitance à venir que le pays n'a fait que régresser, détruisant quelques années plus tard – et ceci consciemment ! – la production nationale (cochons créoles, sucre, riz, café... et quoi encore ?), réduisant l'économie à une peau de chagrin, totalement dépendante de l'extérieur (USA, République dominicaine en particulier) avec les abus, horreurs et humiliations que nous ressentons concrètement aujourd'hui ! Au contraire ! C'est cette économie qui, étape par étape, amène les producteurs et commerçants nationaux de tous niveaux à être littéralement submergés par la pénétration-accompagnée (suivez mon regard) dominicaine. C'est encore cette orientation qui nous a mené et continue de nous traîner vers la pauvreté crasse des masses populaires, bien entendu afin que n'importe qui de ces classes opprimées soit dans l'obligation d'accepter, n'importe quand, n'importe quel salaire de misère – salaire de poitrinaire s'il en est ! 225 gourdes ! Au contraire ! Car c'est à partir de cette destruction en cascade due à cette orientation macabre, que nous voilà aujourd'hui en pleine OCCUPATION ! Ne soyons donc pas non plus étonnés que cette situation d'occupation soit présentée par leur représentant catapulté à la tête de l'État précisément pour remplir ce rôle, comme leur meilleur back-up dans le meilleur des mondes.

Il faudrait ajouter que la « Police nationale » suit fort bien la route. On n'a qu'à voir leur réaction spontanée – et organisée ! – à notre mobilisation revendiquant les 500 gourdes nécessaires, ou celles devant les manifestations populaires de ces derniers temps à la capitale, au Cap-Haïtien, à Jacmel, à St Marc... Excellent élève, digne de la « Garde d'Haïti » qui eut à remplacer les occupants de 1915 ! C'est donc bien le même État, les mêmes intérêts, les mêmes maîtres, les mêmes méthodes.

Mais il y a peut-être pire. Dans leurs « calculs », des considérations inquiétantes se sont introduites. À partir, en effet, d'un appel à leurs supposés « partenaires » (nous, les syndicalistes !) à une ô combien morbide « association », ils avancent les salaires que laissent les bourgeois d'autres pays – tout autant exploités et au service des transnationales qu'eux – dont il faudrait « surveiller » l'évolution : Cambodge, Vietnam, Bangladesh. Pour pouvoir « comparer ».

Deux choses. La première est que nous ne cesserons jamais de le répéter à ces frauduleux inventeurs du supposé « Nouveau contrat social » (si vite oublié une fois à la tête de l'État) que le « partenariat social » entre bourgeois (fussent-ils simples gérants) propriétaires de ces dantesques usines de la sous-traitance et les travailleurs qui entre humiliations et autres tourments moins nommables leur offrent leur force de travail, n'existe pas. Encore une fois : on n'a jamais vu deux partenaires, l'un habitant dans les « hauteurs » les maisons les plus luxueuses qu'on puisse s'imaginer et l'autre mourant littéralement dans la fange des bidonvilles les plus crasses et inhumains.

La deuxième – 225 gourdes ! – en cette « association » proposée (à moins qu'elle ne soit imposée !) – est que ce sont deux conceptions du salaire qui sont en présence, en jeu, en opposition. Telle ! – ce n'est pas étonnant en cette période de reflux démocratique accéléré – qu'aujourd'hui elles s'affrontent en un point de non-retour.

Voyons :

Des deux conceptions du « salaire » en présence, la nôtre considère que, dans l'échange établi par la décomposition de la société pré-capitaliste antérieure (chez nous les archaïques di-mwatye), la valeur de la force de travail de l'ouvrier doit correspondre à et permettre sa reproduction. Ceci, dans le système capitaliste même qu'ils proposent comme seule issue à notre situation nationale, même si le peuple en

entier voit très clairement que cette orientation, supposée « unique », ne rend de bien-être qu'à quelques « nantis » haut placés.

La reproduction de la force de travail ouvrière est CALCULABLE. Il suffit d'en étudier les paramètres de fonctionnement les plus basiques (nourriture, logement, transport, éducation, santé etc...) pour savoir de quoi a besoin une famille de quatre (l'ouvrier, sa femme et deux enfants en moyenne) pour vivre, dans un minimum, survivre. C'est le « Panier familial ». Ce calcul a facilement été effectué. Par nous (les 500 gourdes proposées plus compensation multiple) et par d'autres dont le Workers Rights Consortium des États-Unis... Le montant atteignait les 500 gourdes, les 612 gourdes par jour, selon, en 2009 ! Le ministère des affaires sociales et du travail lui-même, toujours en 2009, avait calculé 300 gourdes ! Aujourd'hui, les enquêtes des économistes haïtiens les plus sérieux et véritablement concernés annoncent 1,100 gourdes ! Venir avec 225 gourdes en 2013 !!! Où donc allons-nous en ces années de ténèbres ?

Panier-salaire minimum familial qui, soyons clairs, n'inclut même pas un cadeau à sa femme, à ses enfants ; ni un ventilateur, un buffet convenable... ni pouvoir répondre à l'appel si un voisin frappe à notre porte, un ami, un cousin, un frère... Rien de tout cela. Uniquement pour que l'ouvrier puisse reproduire sa force de travail, dans un strict minimum, c'est-à-dire toujours misérablement.

Sinon : à nous les Bahamas, Miami, Puerto-Rico, malgré tempêtes, requins et Hamilton ; à nous la République dominicaine, malgré les bateyes, déportations en masse, vols, viols ou tête coupée sur place publique ! Partir ! Malgré l'enfer inhumain que traduit la domination éhontée en terres étrangères ! Partir ! Quitter ces terres, tan inhumaine et malhonnête est cette exploitation sans vergogne, sans limites à laquelle veulent nous forcer ces bourgeois-gérants décadents. La première conception du salaire comprend dès lors nos vies comme base, naturellement et simplement. La VIE du peuple.

La seconde, la leur et celle de tous leurs acolytes de tous genres, ne prend en charge, en fait, en vrai, mais sous couvert de « pays », « économie nationale », « progrès » etc... que la vie des nantis, que leur vie. La vie de ces très bien portant qui de tous temps ne se sont enrichis, de la même façon, que sur le dos des travailleurs, dans leur sueur, dans notre sang (petits paysans producteurs de denrée autrefois, ouvriers aujourd'hui...). Tout Haïtien informé le sait. Naturellement, leurs entourloupettes économiques (voir leur « article », ou le texte concocté de la Commission en question) essaient toujours de proposer une résolution « pays » comme étant « celle de tous », tout comme leur « Nouveau contrat social » prétendait le faire. Cependant, l'essentiel est qu'ils ne prennent en considération que leur dynamisme capitaliste propre, donc que leur bien-être seul. Ils la nomment « compétitivité ». Vocabulaire insidieux qui cache, en fait, l'exploitation la plus féroce des ouvriers de chaque pays en question. En effet, c'est justement à partir de ces bas salaires (accompagnés en général d'une répression anti-syndicale tout aussi féroce) que l'usine de tel ou tel pays est « compétitive ». Vous comprenez la logique ? À l'extrême, elle ne mène qu'à l'ESCLAVAGE !

Nous avons déjà vu combien, durant les cinquante dernières années, cette orientation ne nous a apporté que désolation et deuil, pendant qu'elle favorisait exclusivement ces nantis. Et rendait au pays la part mortuaire que nous connaissons.

Leur conception affiche des chiffres, des tendances... Nulle part, ne percevons-nous la moindre considération pour la vie des travailleurs. Même, nulle part ne voyons-nous une quelconque prise en compte du pouvoir d'achat du peuple : la sous-traitance ne vend pas ici ! Et n'a donc aucune considération organique avec le pouvoir d'achat de la population, réelle et seule dynamique qui nous sortirait de cette situation de trouble qui nous entoure aujourd'hui. Elle s'en fout ! Quand elle parle des « 2,5 milliards d'exportation », quand elle parle de richesses « pour le pays », elle ne parle, en fait, que de ses bénéfices propres et uniques. Nous en avons l'expérience depuis des décennies ! Chez eux, soyons clairs, l'exploitation sans limite est le seul moteur, l'unique objectif. Mystification et entourloupettes économiques aidant, tout le reste est de la frime ! Quand une économie n'est en réalité qu'une excroissance déguisée d'un « java » séculaire, sa conception du salaire, poussée à son raisonnement extrême, n'a donc encore qu'une issue : l'ESCLAVAGE et la MORT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE !

Mais comment arrive-t-elle à fonctionner ? Car, si l'ouvrier se meurt, ou s'en va sur des flots malgré tout plus cléments, ou tout simplement quitte cet enfer, en cette « conception du salaire » (et des rapports sociaux en fait), comment prétend-t-elle le remplacer, le « reproduire » ? Eh bien, par la réalité du chômage. Par eux-mêmes (ou leur extension logique) créée (dépossession en milieu rural, migrations multiples...) cette armée de réserve (qu'ils font semblant de vouloir résorber) est, au contraire, vitale à leur conception. En ce sens, 'un ouvrier' se reproduit non pas de par lui-même uniquement mais bien de

par son extension en milieu chômage. D'où la permanente et nécessaire « production » de ce phénomène lié aux dépossessions en milieu rural et aux différents vagues de migration subséquentes.

Cette situation intenable – pour nous – a donc sa logique. C'est sur elle que repose l'argumentaire de nos bourgeois-gérants sous-traitants et de leurs idéologues de différents niveaux. C'est la logique qu'ils imposent au pays depuis les années soixante. Ces mêmes années qui, nécessairement, devaient déclarer la « présidence à vie » afin d'assurer la pérennité de cette orientation en enfantant la répression criminelle et l'obscurantisme aveugle que nous connaissons. C'est cette même logique qui persiste. À force de décrépitude cependant, elle exige de plus en plus le durcissement de l'exécutif au pouvoir. Et c'est ce à quoi nous avons à faire face aujourd'hui. Non seulement nous autres ouvriers, mais encore la Nation entière, la population saine dans son ensemble, celle qui ne croit pas, qui ne veut pas, qui ne peut pas continuer à vivre, continuer à se projeter, elle et ses enfants, dans un monde, un pays, le sien, si mauvais qu'elle aussi... ne pense qu'à fuir, qu'à partir, fut-ce par génération interposée. Car cette orientation n'a de sortie même pas pour des classes moyennes elles aussi bloquées, déboussolées.

Le ministère des affaires sociales et du travail, en bon employé de ces bourgeois de la sous-traitance, expropriateurs de richesses s'il en est, n'a pas fait mieux au Conseil Supérieur du Salaire, bien entendu, qu'avaliser gentiment leurs arguments. Nous ne nous arrêterons pas trop sur le fonctionnement de ces petits fonctionnaires mais verrons clairement qu'il faut, à cette branche rapace de la bourgeoisie, l'État et la répression de plus en plus arbitraire et féroce – et ceci tant au niveau strictement économique que politique, comme nous l'avions mentionné au début et nous enseignent de manière de plus en plus claire les événements de rue en cours. Pour, les mains libres, appliquer alors la sentence.

Par ailleurs, pour accompagner ce bal macabre, nous venons une fois de plus de toucher du doigt aujourd'hui la pratique des bureaucrates corrompus du syndicalisme haïtien. En effet, non seulement les principaux délégués des ouvriers ne respectèrent pas le mandat que la base des dirigeants des différentes centrales en association pour l'occasion leur avait conféré, mais allèrent ensuite jusqu'à défendre du bec et des ongles dans la presse leur trahison affichée. Tout ceci, appuyant la conception du salaire bourgeois qui, derrière tous ses « calculs » n'est autre qu'un bluff pour leur profit unique, inique, et l'exploitation la plus criminelle et éhontée des travailleurs et, par extension, du peuple haïtien dans son entier.

Pourquoi, par exemple, ces « experts calculateurs économiques » bourgeois ne s'associeraient-ils pas, s'ils voulaient être un tant soit peu nationalistes (comme ils voudraient le prétendre), avec des bourgeois du même niveau des pays qu'ils citent (Cambodge, Vietnam... mais aussi Honduras, Salvador...) pour exiger aux transnationales impérialistes du textile des sommes pour les produits que ces derniers commandent, de sorte qu'elles puissent permettre aux travailleurs et aux peuples de ces différents pays d'au moins... vivre, survivre tout au moins, dans un minimum ? Produit historique d'une dégénérescence sociale vertigineuse, ces messieurs ne nous offrent en fait que de nous rendre aux multinationales qui nous ont réduit à la situation où nous nous nous trouvons aujourd'hui. Quel paradoxe ! Produits historiques d'une domination qui, d'année en année, les a réduit à n'être que le prolongement de ceux qui les dominent, ils n'ont rien, mais vraiment RIEN à offrir à une économie dynamique. Leur présence sur notre territoire est inutile. Elle ne l'est, d'ailleurs, qu'à partir du poids de leurs tuteurs des ambassades impérialistes.

*

La conception du salaire de ces inutiles-sanguinaires-mystificateurs, dans leur « intelligence », eux et tous les économistes et autres idéologues qui les accompagnent tout aussi sadiquement, non seulement essaie d'enfoncer les ouvriers, les travailleurs et le peuple haïtien dans son entier dans les affres sans fonds que nous connaissons tous (ces rapaces laquais ne sont pas là d'aujourd'hui et notre misère non plus) mais, de plus, ne propose à la nation dans son ensemble qu'une IMPASSE. Tout simplement parce que cette proposition ne peut même pas garantir une vie minimum aux ouvriers, une stabilité ou une transformation dynamique aux petits paysans, un pouvoir d'achat au peuple dans son ensemble, ni non plus une ouverture minimum aux classes moyennes qui n'y retrouvent rien, ni même une soupape aux investisseurs liés au marché local. Quel est donc l'avenir qu'ils proposent à la population, en dehors de celui de leur petite clique de jouisseurs et des ramasseurs de miettes les protégeant ?

Ces deux conceptions du salaire représentent donc, en fait, DEUX CONCEPTIONS DE SOCIÉTÉ. C'est pourquoi, pour un peuple, un pays, une nation qui se cherche un avenir régénérateur sérieux, il n'y a pas d'autre solution que de mettre ces gêneurs hors d'état de nuire. Certainement, dans la mesure où nous arriverons à faire nous-mêmes l'histoire, elle y répondra.

Batay Ouvriye

Port-au-Prince, mardi 3 décembre 2013

